



Sécurité alimentaire et implications humanitaires

EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Septembre 2011

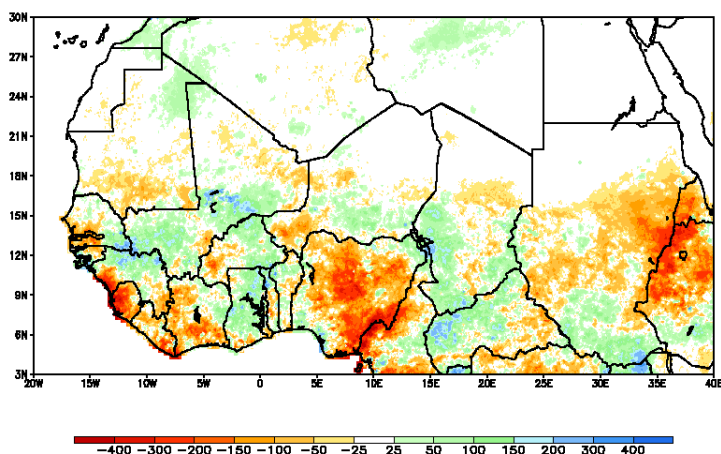
L'Essentiel

- Des récoltes moyennes et inégales selon les régions sont attendues au Sahel ; un point sur les scénarios et les capacités de réponse des partenaires est recommandé
- Comportement disparate du marché des céréales sèches en fonction de la pluviométrie
- Sous-financement des Plans d'Action Humanitaire pour la Côte d'Ivoire +4 et le Liberia, en particulier des projets de rétablissement des moyens d'existence

P révisions de récoltes inégales

La concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Banjul du 14 au 16 septembre 2011 a caractérisé la saison agricole 2011 de la façon suivante : un **démarrage irrégulier, précoce ou tardif de la saison des pluies suivi de périodes de sécheresse localisée**, mais souvent prolongées jusqu'à la 1^{ère} décennie d'août. A partir de la seconde décennie d'août, le retour à la normale des pluies a permis l'installation définitive des cultures.

Figure 1 : Anomalies pluviométriques en Afrique de l'Ouest du 1^{er} mai au 26 septembre 2011 (Source : NOAA)



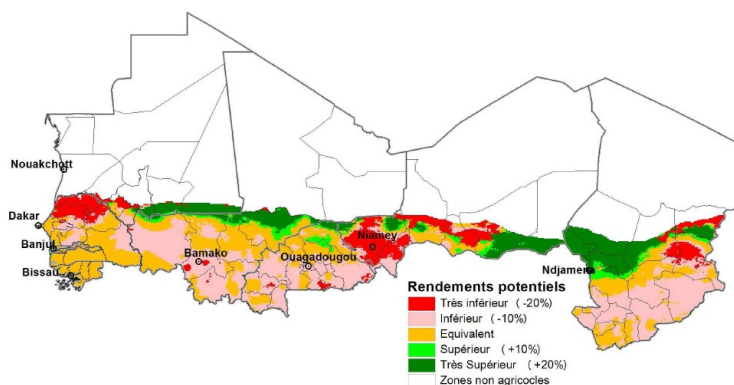
Les zones les plus touchées par les irrégularités pluviométriques sont l'Ouest du Mali, l'Est et le Nord du Sénégal, le Sud de la Mauritanie, l'Ouest du Niger, la bande sahélienne du Tchad et le Nord Nigéria.

Dans ces zones, les semis ont connu des retards supérieurs à un mois. De plus, malgré la reprise des pluies depuis mi-août, les déficits sur les pays de la façade atlantique, du Sénégal à la Côte d'Ivoire, persistent (Figure 1).

Ailleurs, les conditions de croissance de la végétation ont été normales, permettant d'espérer de bonnes récoltes dans ces régions. Ainsi, **les productions agricoles risquent d'être moyennes dans la sous région, mais caractérisées par des inégalités** (figure 2).

Figure 2 : Rendements des cultures de céréales sèches attendus en cas de confirmation des prévisions pluviométriques saisonnières 2011

Source : Agrhymet



Concernant la situation hydrologique fin août, la majeure partie des stations suivies est déficitaire à l'exception de la station de Niamey qui enregistre un volume d'eau cumulé largement excédentaire.

Prévisions de récoltes inégales (suite)

Ces déficits pourraient compromettre les opportunités de cultures de décrues et l'accès à l'eau des producteurs pendant la contre saison 2011 - 2012.

Les stades phénologiques sont très hétérogènes, allant de la montaison à l'épiaison. Toutefois, quelques récoltes en vert ont déjà commencé pour le maïs, le mil, et le niébé.

Au vue des conditions de déroulement de la campagne agricole et des prévisions météorologiques, des informations provenant des pays et des systèmes régionaux d'information, les **tendances de production céréalière pour l'ensemble des pays de la région sahélienne et ouest africaine se situeraient entre 43 et 52 millions de tonnes**. Pour les pays du CILSS, elles seraient de l'ordre de 15 à 17 millions de tonnes, pour ceux de l'UEMOA entre 16 et 17 millions de tonnes et ceux de la CEDEAO entre 41 et 50 millions de tonnes. Ces chiffres tendanciels donnent une idée des perspectives de production en fonction des conditions de la fin de la saison des pluies.

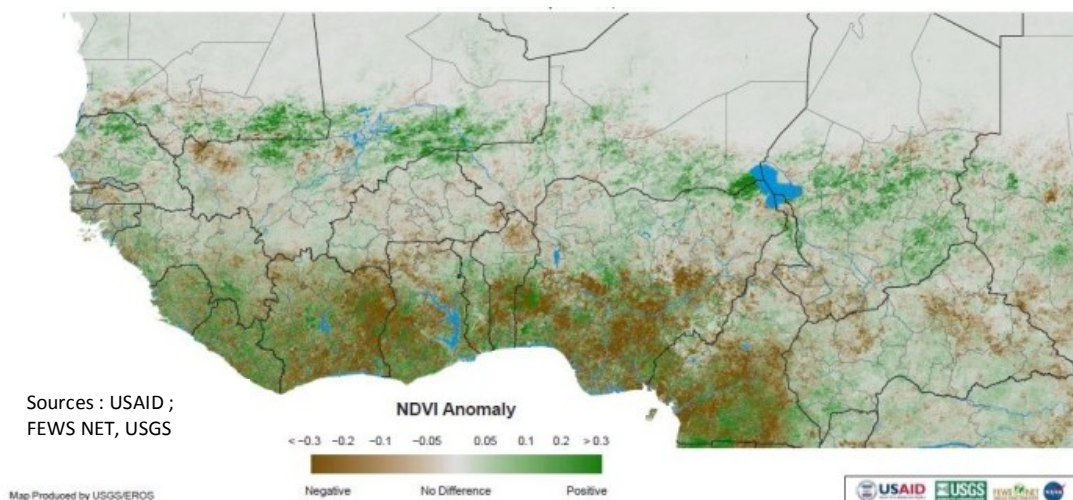
L'**état des pâturages** est relativement bon sauf dans les zones ayant connu un démarrage tardif de l'hivernage et des pauses pluviométriques. Ces zones concernent au Niger les régions de Tahoua (départements de Madaoua, de Konni, de Keita, de Bouza et de Tchintabaraden), Diffa (Diffa et Mainé), Tillabéry (presque partout) et Dosso (sud du département de Dogondoutchi, une partie des départements de Dosso, Gaya et Loga) ; au Burkina Faso dans les régions de L'Est, Centre-Nord, Nord et Boucle du Mouhoun ; au Mali dans le Nord des régions de Kayes et de Koulikoro ; en Mauritanie dans toutes les régions frontalières avec le Mali et le Sénégal (Figure 3) ; au Sénégal (Bakel et Kanel, Ranérou, Linguère, Matam) ; au

Tchad (Ouaddaï Assongha, et un peu partout dans les régions du Centre du Sahel).

Des **inondations** ont été signalées au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée Bissau, au Niger et au Nigeria, mais la nature et l'ampleur des dégâts sur les cultures et le bétail doivent être précisées.

Concernant la **situation acridienne**, les bonnes pluies tombées dans les zones de reproduction estivale ont maintenu les conditions écologiques favorables à la reproduction. Des aîlés solitaires en faibles effectifs étaient présents dans la zone septentrionale de la Mauritanie, dans le Nord du Mali et dans l'Ouest et le Nord du Niger. Des criquets en faibles effectifs sont aussi probablement présents à l'Est du Tchad. En plus de la reproduction détectée dans le Sud-Ouest de la Mauritanie et l'Ouest du Niger, il est quasi certain qu'une reproduction est également en cours dans les autres pays de la ligne de front et se poursuivra, entraînant une nouvelle augmentation des effectifs acridiens.

Figure 3 : Anomalie de végétation pour la période du 6 au 15 septembre 2011

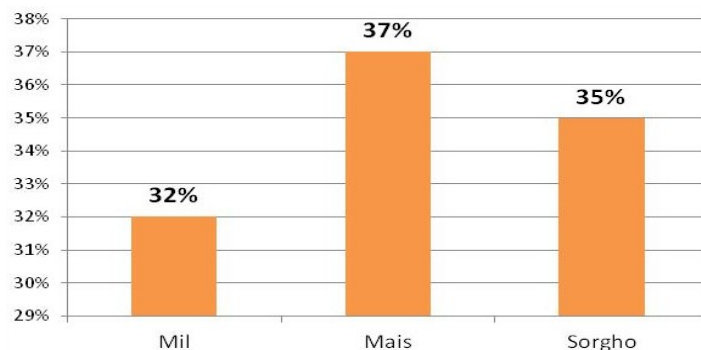


Comportement disparate du marché des céréales sèches en fonction de la pluviométrie

Selon le SIMA, les prix au producteur du mil évoluent de façon disparate au Niger. En raison de l'incertitude de l'hivernage dans certaines régions, les grossistes ont ralenti leurs opérations de déstockage en juillet-août. En août, on notait que les prix constants du mil dépassaient ceux d'août 2010 - période de crise alimentaire - sur certains marchés de l'Ouest du pays, dont Tillabéry (+4 %), Niamey (+3 %) et Dosso (+2 %). Également à l'Ouest du Niger, le SIMA signale un ralentissement des importations du maïs en provenance du Burkina Faso, phénomène qui réduit d'autant les disponibilités dans cette région. On a noté au cours des dernières semaines un renforcement du naira par rapport au franc CFA. Au cours du mois de septembre, le naira s'est apprécié de 6 % par rapport au franc CFA sur le marché interbancaire, renforçant le pouvoir d'achat des opérateurs basés au Nigéria.

Au Sénégal, également affecté par l'irrégularité pluviométrique, on a constaté une augmentation des prix des céréales sèches aux producteurs par rapport à l'an passé. A Kaolack, marché directeur pour les céréales sèches, le prix du mil au producteur est en augmentation de 32 % par rapport au mois d'août 2010. Celui du maïs est en progression de 37 % et celui du sorgho de 35 % pour la même

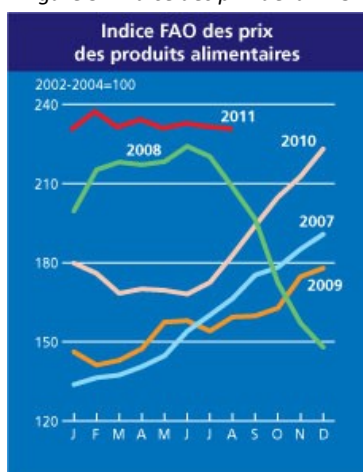
période. Malgré cette hausse, les prix des céréales sèches demeurent en deçà des records atteints en 2007 et en 2008. La période du Ramadan, qui entraîne une hausse de la consommation des céréales sèches, a pu contribuer à la hausse au mois d'août. L'évolution des prix des céréales sèches au niveau du bassin arachidier sera suivie de près dans la mesure où la zone joue également un rôle dans l'approvisionnement de la vallée du Fleuve au Sénégal et en Mauritanie en céréales sèches. Entretemps, les prix du riz local et importé au Sénégal sont relativement stables.



Source : données SIM Sénégal

L'indice FAO du prix des aliments était de 231 en août 2011, soit pratiquement le même qu'en juillet et supérieur de 26 % à celui d'août 2010 (Figure 5). Il avait atteint son record absolu de 238 points en février. La meilleure tenue des prix des céréales en août a été largement compensée par la chute des cours internationaux de la plupart des autres denrées prises en compte dans l'indice, notamment les huiles et les produits laitiers. Les cours du maïs, denrée alimentaire de plus en plus importée dans la région, ont également augmenté nettement en août, signe d'une détérioration des perspectives relatives à la récolte de cette année aux États-Unis.

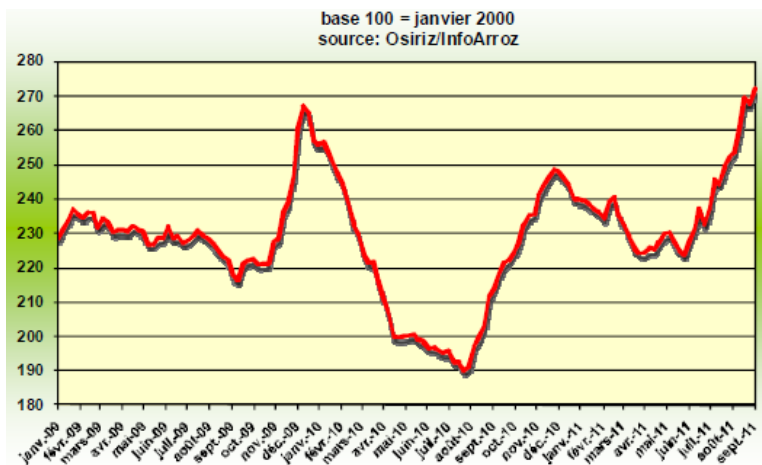
Figure 5 : Indice des prix de la FAO



Source: FAO

En août, les cours mondiaux du riz ont fortement progressé en raison des incertitudes qui planent sur l'offre à venir (Figure 6), en particulier en Inde. La nouvelle politique de soutien des prix internes en Thaïlande contribue à des tensions sur les prix mondiaux. De plus, ces mesures pourraient être mises en place plus tôt que prévu. Selon OSIRIZ, face aux perspectives de forte hausse des prix thaïlandais, les traders se tournent vers d'autres fournisseurs entraînant des hausses sur l'ensemble des places mondiales y compris dans les Amériques. Le retour de l'Inde sur le marché mondial se fait finalement au compte-goutte, préfigurant une offre d'exportation moins importante que prévue.

Figure 6 : Indice hebdomadaire des prix mondiaux du riz (source : Osiriz)



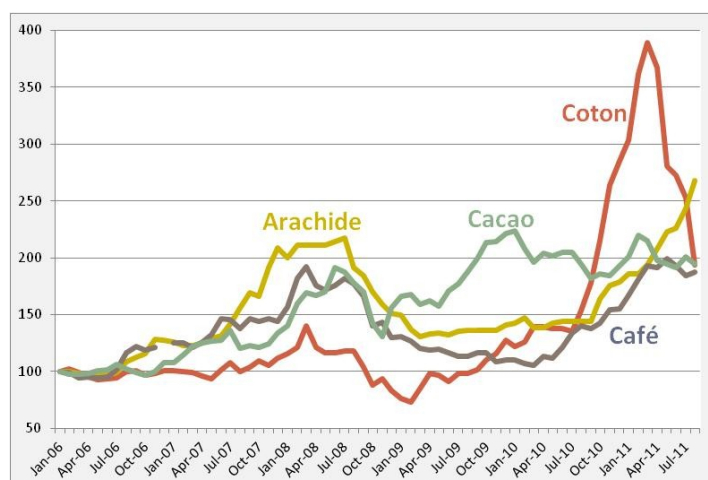
Jusqu'en septembre 2011, la crise de la dette souveraine commençait à peser sur le cours de certaines matières premières

agricoles. Les prix des matières premières agricoles restent à un niveau élevé, comme le démontre le comportement de l'indice FAO.

Les cours du pétrole sont autour de 80 dollars américains le baril à New York, en léger retrait par rapport au maximum atteint en 2011.

Au niveau international, les cours des cultures de rente d'importance pour l'Afrique de l'Ouest – telles que le coton, l'arachide, le café et le cacao – se situent à des niveaux favorables par rapport à la moyenne. On remarque que le cours du coton a été très volatile en 2011, son prix ayant monté en flèche entre fin 2010 et début 2011. Le cours du coton s'est infléchi depuis, mais se situe toujours à des niveaux favorables par rapport au passé. Selon un relevé du PAM, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, le cacao s'échange généralement entre 600 et 650 francs CFA par kilo bord champ. Si ce prix est en retrait par rapport à l'année exceptionnelle de 2010, il est considéré comme étant intéressant pour le producteur.

Figure 7 : évolution du cours des principales cultures d'exportation ouest africaines (indice = 100 en janvier 2006)



Source : graphique PAM, données indexmundi.org

Au Sénégal, le gouvernement a déclaré qu'il ne subventionnerait pas la commercialisation de l'arachide, du fait de la hausse des prix du produit sur le marché international. On s'attend donc à des prix bord champ favorables aux producteurs d'arachide en 2011.

A Conakry, le kilo de riz local et de riz importé s'achète au détail à 6 450 Francs Guinéens (FG) et 5 100 FG respectivement, soit des niveaux dépassant de 20 % les niveaux de l'an passé. Après avoir opté pour une stratégie d'approvisionnement en dehors des circuits commerciaux classiques en début d'année, le Gouvernement guinéen sollicite depuis juin un groupe de commerçants privés. Les quantités de riz importées depuis ont stabilisé le marché, qui connaît des prix élevés. De leur côté, les autorités bissau-guinéennes ont également engagé une stratégie d'approvisionnement du marché local en riz.

Le marché du riz importé continue de se comporter de façon anormale au Libéria. Son prix était supérieur de 38 % par rapport à l'année précédente à Monrovia et à Saclepea (comté de Nimba). En revanche, la hausse est moins prononcée à Pleebo (Maryland, en raison des possibilités d'échange avec la Côte d'Ivoire voisine). Selon le Ministère de l'Agriculture libérien, les réexportations de riz importé vers la Guinée contribuent à l'augmentation des prix de la denrée sur le marché national.

Sécurité alimentaire : inquiétudes au Sahel et soudure difficile au Libéria et en Côte d'Ivoire

Au **Niger**, une étude sur l'évaluation de l'impact de la crise pastorale 2009/2010, menée par le Gouvernement et les partenaires, a été initiée et mise en œuvre entre novembre 2010 et avril 2011 au niveau des 14 départements pastoraux et agro-pastoraux ([voir encadré 1 à la page 5](#)). Cette étude confirme l'impact très important des déficits fourragers sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres, obligés d'activer des mécanismes d'adaptation compromettant leur situation nutritionnelle. L'étude recommande, entre autres, d'importantes actions d'urgence ainsi que de nombreuses actions de réhabilitation et de moyens termes pour restaurer ces moyens d'existence. Des actions de prévention sont également recommandées.

En **Mauritanie**, selon l'analyse du Commissariat à la Sécurité alimentaire et des partenaires, près d'un quart (21 %) des ménages, soit 428 000 personnes, est jugé en insécurité alimentaire dont 8 % ont une consommation alimentaire pauvre en termes de fréquence et de diversité. Comparé à l'année dernière à la même période (26,5 %), la situation s'est légèrement améliorée. Les deux Hodh, le Gorgol, le Guidimaka, l'Assaba et le Tagant restent les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire avec des niveaux similaires à ceux mesurés l'année passée à la même période. La situation du Tagant s'est malgré tout grandement améliorée même si cette région reste la troisième région la plus affectée par l'insécurité alimentaire en Mauritanie. La sécurité alimentaire demeure meilleure en milieu urbain qu'en milieu rural. La période de soudure (faiblesse de la production locale), la dépendance vis-à-vis des marchés, les prix élevés des denrées alimentaires et la faiblesse des revenus des ménages sont les raisons principales de l'insécurité alimentaire. Compte tenu des déficits hydriques enregistrés depuis le début de l'hivernage, des incertitudes de la campagne agricole en cours, des conditions de pâturages, et des prix des denrées alimentaires qui demeurent élevés, la probabilité que la situation de sécurité alimentaire se dégrade dans les mois à venir est forte.

En **Côte d'Ivoire**, une évaluation récente du PAM dans l'Ouest du pays montre que, bien que les populations vivant sur l'axe Danané – Zouan Houyé – Bin Houyé regagnent petit à petit leurs communautés et replantent riz et cultures de rente, les populations autour de Toulepleu- Guiglo se réinstallent très lentement à cause des problèmes d'insécurité persistants et d'un accès à la terre conflictuel. Le rétablissement des marchés de la région semble encourageant. Le début de la saison du cacao jumelé à l'augmentation de la demande, l'augmentation du prix du manioc et du travail journalier permet aux ménages d'engranger à nouveau des revenus essentiels à leur récupération.

La hausse des prix du riz importé et la présence de réfugiés ivoiriens sapent l'accès alimentaire des groupes vivant du travail occasionnel pour s'approvisionner sur les marchés. Ainsi, les termes de l'échange des travailleurs non qualifiés à Monrovia se sont dégradés de 23 % par rapport à l'an passé, sous l'effet de l'augmentation du prix du riz. A Saclepea (comté de Nimba), la dégradation des termes de l'échange atteignait 35 % en août, en raison de l'augmentation du coût du riz. La participation de réfugiés ivoiriens au marché de l'emploi explique également la dégradation des termes de l'échange. Néanmoins à Zwedru (comté du Grand Gedeh), autre zone d'accueil des réfugiés, la dégradation des termes de l'échange est moindre, de 7 % par rapport à août 2010.

Marchés	Août 2010	Août 2011	Activité
Bo waterside	4.5	4.7	Agriculture
Buchanan	6.0	4.3	Construction
Gbarnga	2.9	2.4	Agriculture
Red Light	6.0	4.6	Construction
Saclepea	3.4	2.2	Agriculture
Voinjama	3.1	2.8	Agriculture
Zwedru	5.3	4.9	Agriculture

Sous-financement des plans d'action humanitaire en Côte d'Ivoire et au Libéria

Au **Liberia**, **178 035 personnes ont été enregistrées par le HCR** au 22 septembre (réparties comme suit : 53 174 dans le Nimba, 76 331 dans le Grand Gedeh, 36 103 dans le Maryland, 11 560 dans le River Gee et 352 à Montserrado), indiquant une très légère hausse des enregistrements de réfugiés, conséquence probable des incidents de sécurité qui ont encore lieu en Côte d'Ivoire. A la date du 21 septembre 2011, 32 056 réfugiés ont été relocalisés dans les camps construits pour les accueillir.

A l'inverse, **les partenaires humanitaires en Côte d'Ivoire signalent des retours d'ampleur** encore indéterminée dans des zones davantage sécurisées. Une étude récente (août 2011) indique que 29 219 PDI ont été enregistrées au niveau national dans les sites officiels. Dans l'Ouest du pays, une enquête récente du PAM stipule qu'un total de 485 000 rapatriés (ayant été déplacés ou réfugiés pendant la crise) perçoit une aide. Au 23 septembre 2011, **l'EHAP Liberia est financé à hauteur de 48 % (OCHA).**

En Côte d'Ivoire, le 6 septembre, une mission conjointe UNHCR, NRC (Conseil norvégien pour les réfugiés), IOM et CARE a visité les villages près de Guiglo et Bolequin pour évaluer les conditions de retour sur le terrain. La mission rapporte que suite à la signature de l'Accord tripartite, le nombre de rapatriés a augmenté dans la zone. Actuellement, **300 familles sont retournées dans les villages de Gama et Guere.** La mission a aussi signalé un manque de matériel pour abris, d'articles alimentaires et non alimentaires et d'eau potable. Au 23 septembre 2011, **l'EHAP Côte d'Ivoire +4 n'était financé qu'à hauteur de 28 % seulement (OCHA).**

Encadré 1 : Evaluation de l'impact de la crise pastorale 2009/2010

Au Niger, une étude sur l'évaluation de l'impact de la crise pastorale 2009/2010, menée par le Gouvernement et les partenaires, a été initiée et mise en œuvre entre novembre 2010 et avril 2011 au niveau des 14 départements pastoraux et agro-pastoraux. Au total 2 492 ménages répartis sur les 180 sites ont été enquêtés.

Il ressort de cette étude -réalisée en collaboration avec la FAO, FEWS NET, l'INS du Niger, Oxfam, le PNUD, le PAM et le SAP - que toutes les catégories des ménages ont été affectées par la décapitalisation même si les petits éleveurs semblent être les plus frappés avec plus de 90 % de perte de bétail. La crise pastorale 2009/2010 a entraîné une perte globale de 4 851 041 têtes de bétail toutes espèces et causes confondues soit 24 % du cheptel de la zone d'étude. De cette perte globale évaluée, les ovins représentent 38,6 %, les caprins 31,3 %, les bovins 25,5 %, les camélins 2,6 %, les asins 1,8 % et les équins 0,2 %. Le déficit fourrager et les fortes pluies couplées ou non aux inondations ont été les principaux fléaux ayant affecté les espèces animales.

Conclusions

- ▽ Quelle que soit l'issue de la campagne agropastorale, **les disponibilités alimentaires qui seront obtenues à l'issue de cette campagne agricole 2011-2012 seront inégales selon les régions** notamment dans certaines zones du Tchad et du Niger d'une part et de la Mauritanie et du Sénégal d'autre part. Une surveillance continue sur certains marchés présentant d'ores et déjà des anomalies sera nécessaire.
- ▽ Le **sous-financement de l'EHAP Côte d'Ivoire empêche les agences de répondre efficacement aux besoins des populations vulnérables**, en particulier pour les activités de rétablissement des moyens d'existence dans les zones affectées par le conflit, à un moment de l'année où les besoins sont particulièrement élevés dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Mesures	Avantages
Appuyer le processus d'évaluation des récoltes, en particulier au Niger, au Nigeria, au Tchad ainsi que dans les pays du bassin ouest au Libéria	Les productions agricoles sont connues et les éventuelles alertes lancées à temps
Faire le point sur les scénarios et les capacités de réponse des partenaires dans le Sahel	Des actions préparatoires sont prises à temps
Financer le Emergency Humanitarian Action Plan (EHAP) Côte d'Ivoire+4, le EHAP Libéria et le CAP régional 2011 qui sont sous-financés	Les besoins des ménages vulnérables et des personnes affectées par la crise postélectorale sont mieux couverts
Continuer de suivre la situation alimentaire et nutritionnelle de part et d'autre de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria ainsi que le retour des réfugiés	La situation alimentaire et nutritionnelle est mise à jour régulièrement et les besoins d'assistance actualisés

 **Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel**

www.wfp.org/food-security

Ms. Naouar Labidi

Naouar.Labidi@wfp.org

M. Jean-Martin Bauer

Jean-Martin.Bauer@wfp.org

www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez

Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David

Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré

PapaBoubacar.Soumare@fao.org